

Fiscalité, popularité et intentions de vote : à quel point les Français se laissent-ils influencer par leur ras-le-bol fiscal ?



S'il ne s'agit pas de la première préoccupation des Français, c'est la première expression d'un mécontentement sur leur situation individuelle.

Avec Jean-Daniel Lévy

Quelle importance tient la question de l'impôt dans la conscience politique et le vote des Français aujourd'hui ?

Jean-Daniel Lévy : Cela a une grande importance, notamment depuis qu'ils ont connu des augmentations d'impôts perçues comme forte que cela soit au niveau national ou local, avec la perception que les régions et départements augmentaient leurs impôts et que l'État augmentait aussi. Les Français se demandent à quoi servent les impôts aujourd'hui. Ils attendent de comprendre l'utilisation qui est faite de ces impôts. Ils ne voient pas l'effet ni en termes de réduction des déficits ni en termes d'amélioration de leur qualité de vie au quotidien. 25% d'entre eux avaient même positionné cette question comme prioritaire lors du second tour de l'élection présidentielle.

Sondage pour M6 par Harris Interactive à l'issue du débat de l'entre-deux tours.

En termes de priorités, la question de l'impôt est cependant placée en seconde place derrière des thématiques nationales et politiques telle que le chômage ou l'insécurité, qui ressortent devant la thématique des impôts ou par exemple celle du pouvoir d'achat, les deux étant intimement liés. On est face à des Français qui mettent en avant les aspects collectifs plutôt que des aspects individuels, même si la thématique des impôts ou du pouvoir d'achat restent importantes, notamment après François Hollande et une hausse des impôts dont on n'a pas perçu les effets escomptés.

Quelles sont les catégories socio-professionnelles et politiques qui citent la question de l'impôt comme prioritaire ?

De manière générale, on n'a pas une catégorie mais toutes les catégories qui placent cette question comme une priorité. C'est un peu plus mis en avant cependant de la part des catégories sociales plus populaires (employés, ouvriers), mais aussi de la part des femmes célibataires dans des foyers monoparentaux. Mais dans l'ensemble il n'y a pas de catégories qui soient plus ou moins touchés.

En ce qui concerne les orientations politiques, c'est une revendication qui se confirme plus à droite, principalement de la part des courants politiques à tendance libérale qui considèrent que l'État devrait être moins fort.

À partir de ces constats, peut-on dire qu'un mécontentement de la part des Français sur la question de l'imposition pourrait constituer une menace sérieuse pour Emmanuel Macron dans ce quinquennat ?

Dans le récent sondage que nous avons fait pour RMC/Atlantico, on a pu voir que 52% des Français anticipaient une augmentation de leurs impôts, et que cela pourrait être nuisible à l'égard du Président de la République, étant donné que ce n'est pas la promesse qu'il avait tenu lors de sa campagne.

□

D'ailleurs, la diminution de la taxe d'habitation avait été considérée par 80% des Français comme la mesure phare de l'élection présidentielle.

□